

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE

Comité syndical du 20 novembre 2015

Rapport n°IV-001

Projet de 4ème Quai : ouvertures des instructions réglementaires et enquête publique

Préambule :

Le port de Saint-Brieuc / Le Légué est le premier port de commerce départemental, avec un trafic de l'ordre de 360.000 tonnes en 2014.

Ce trafic connaît, depuis plusieurs années, une mutation progressive qui est liée, notamment, aux évolutions de la flotte des navires fréquentant les ports de la Manche (accroissement de la taille des bateaux).

Dès la fin des années 90, le Département a anticipé ces modifications en réalisant, dans l'avant-port à échouage, à partir de l'enclosure de Cesson, des installations dédiées aux nouveaux formats de navires. Cet aménagement a montré son utilité puisque, aujourd'hui, plus des deux tiers des escales se font à Cesson, sur le quai SEBERT, car les bateaux ne peuvent plus franchir l'écluse. La conséquence de ce succès est une saturation des 2 postes de l'avant-port de Cesson qui amène des navires à se détourner du port du Légué. On estime le trafic ainsi perdu à environ 25.000 tonnes de marchandises, qui reviennent ensuite en Côtes d'Armor par la route.

En outre, au large de la baie de Saint-Brieuc, le consortium Ailes Marines envisage la réalisation d'un parc éolien de 500 MW (64 machines). Or, pour la construction de ce champ, le port pourrait être utilisé en tant que port de servitude. Le démarrage des travaux est envisagé en 2018.

Les enjeux :

La réalisation d'un 4ème quai, d'un terre-plein et de bâtiments de stockage dans l'avant port de commerce du Légué doit permettre de répondre à de nouveaux enjeux :

- **une plus grande accessibilité** avec 4 jours supplémentaires par mois sur le nouveau quai (actuellement l'accessibilité est en moyenne de 20 jours par mois en fonction des marées) avec un tirant d'eau plus important (jusqu'à 5,60 m),
- **un regroupement et une cohérence des activités** avec l'optimisation des installations dédiées au trafic de commerce en privilégiant un site unique avec le transfert des activités de commerce actuellement réalisées dans le bassin à flot dit LE GALLES DE MEZAUBRAN (en amont de l'écluse). Cette optimisation permet également de limiter les rotations d'engins et de poids-lourds à l'intérieur de l'emprise portuaire,
- permettre, par le transfert des activités, le **développement du port de plaisance** sur le bassin à flot (projet de 96 places supplémentaires),
- permettre au port du Légué d'être un **port de servitude** durant le chantier de l'éolien offshore (avec la réalisation d'un quai colis lourd),
- à travers les choix effectués lors de la conception du projet, affirmer la volonté d'**intégrer le projet dans une logique de développement durable**.

L'intérêt général du projet :

Le port du Légué est le premier port de commerce départemental et le cinquième à l'échelle régionale, avec 366.000 tonnes traitées en 2014. Pour le commerce, il est un port de réception de marchandises (70 % de réception et 30 % d'expédition), majoritairement pour les besoins des activités agricoles de son hinterland.

Outre le trafic commercial, les infrastructures accueillent des activités de réparation navale et de plaisance. A titre accessoire, il sert de lieu de stationnement aux navires de pêche, mais n'est plus un lieu de débarque.

La création d'un nouveau quai permettra d'éviter une perte de trafic notable. A titre indicatif, le volume perdu, en 2013, représentait 25.000 tonnes correspondant à environ 1.000 camions. En effet, faute de possibilité de débarquer les marchandises au Légué, les besoins de l'hinterland sont compensés par un recours à la route. Les conséquences environnementales et économiques de ce mode de transport sont bien identifiées : émission de gaz à effet de serre, augmentation du trafic sur les routes, dégradation des chaussées...

Par ailleurs une augmentation du trafic de commerce portuaire induira une augmentation de l'emploi sur zone.

De plus, l'espace autour du bassin Le Gualles de Mézaubran, actuellement dédié au commerce, sera ainsi libéré et permettra de développer l'activité plaisance, créant aussi un surcroît d'activité (touristique, économique) qui rendra le secteur encore plus attractif. Cette évolution s'inscrit en cohérence avec les projets urbains.

En conséquence, la création du 4ème quai contribuera à répondre aux enjeux opérationnels directs, mais aussi aux enjeux de développement du port de plaisance, de l'agglomération et à ceux, indirects, de développement durable tant au niveau de l'activité économique sur zone et dans l'hinterland qu'au niveau de l'impact environnemental.

Programme – Budget – Calendrier de l'opération :

Le projet comprend la construction du quatrième quai et un terre-plein attenant ainsi que les futurs bâtiments de stockage qui seront construits ultérieurement par la Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor, gestionnaire du port, pour les futures activités.

Les principaux ouvrages envisagés dans l'avant-port à échouage soumis au régime des marées sont :

- Un quai accostable de 100 m doté à ses deux extrémités de dispositifs d'amarrage sur ducs d'albe, ainsi que les réseaux associés ;
- Un terre-plein d'une emprise totale de 7.6 ha doté d'un casier et de voiries dont les perrés sont protégés par des blocs d'enrochement,
- Des bâtiments construits ultérieurement par la Chambre de Commerce et d'Industrie (bureaux et entrepôts) pour le développement de futures activités.

Les travaux seront réalisés en deux phases principales distinctes :

- 1^{ère} phase :
 - réalisation d'un quai d'accostage de 100 m et d'un terre-plein de 2,5 ha protégé par un cordon d'enrochement (2016-2017).
- 2^{ème} phase : remblaiement final du terre-plein :
 - 2^{ème} étape : plate-forme entrepôts sur environ 0.8 ha (2018) ;
 - 3^{ème} étape : aménagement paysager zone sud-ouest du terre-plein (2019-2020) ;
 - 4^{ème} étape : terre-plein de 7,6 ha par le remplissage du casier (2020-2024).

Le coût de l'opération (phase 1) est estimé à environ 9,3 millions d'euros HT (incluant notamment les études 490 k€ et les travaux 8,85 M€). L'opération est réalisée sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat mixte du Grand Légué conformément à l'article 2 de ses statuts.

Un projet respectueux de son environnement et des paysages

Le projet modifie fortement le paysage du site. Les covisibilités avec le projet sont nombreuses notamment avec Plérin. Le projet intègre des solutions d'aménagement qui minimisent les différentes covisibilités. Une partie importante du terre-plein, soit près de 20 % de sa surface totale (1,3 ha sur 7,6 ha) est donc paysagée. Une succession de buttes prolonge la colline de Cesson et enveloppe le nouveau terre-plein. Elle intègre un bassin de rétention qui prend la forme d'une grande noue qui sépare les buttes et accompagne la promenade en continuité avec le chemin des oiseaux. Des levées seront aménagées progressivement avec les matériaux de dragage de l'avant-port. Un belvédère permettra d'observer la vallée, le port et ses activités.

Le projet a été conçu de manière à minimiser la mobilisation de matières premières (protection de la ressource carrière) et l'émission de gaz à effet de serre (limiter le nombre de camion) par le réemploi et l'optimisation des matériaux disponibles. Le projet sera ainsi constitué de 90 % de matériaux du site ou de réemploi. Il faut noter que le remblaiement final du terre-plein (étapes 2 à 4) sera réalisé avec les matériaux de dragage extraits de l'avant-port afin de réduire les coûts de fourniture et les transports des matériaux par camion. Le calendrier de réalisation est donc tributaire des volumes extraits et reste donc prévisionnel.

Le projet intègre deux niveaux de traitement des eaux pluviales :

Les eaux issues du terre-plein seront traitées par bassin de décantation-rétention et traitement supplémentaire par décanteur-pollueur avant rejet en mer,

Les eaux issues des chaussées d'accès seront traitées par séparateur hydrocarbures

Le projet intègre également une optimisation de la consommation électrique par la mise en place d'éclairage LED.

Un plan de financement des travaux à boucler

Conformément aux statuts du syndicat mixte, le projet de 4ème quai – projet transversal – fait l'objet d'un plan de financement prévisionnel spécifique pour les travaux phase 1 (8,85 M€HT) qui se présente de la façon suivante :

- Département des Côtes d'Armor : 3 097 500€ (35 %)
- Saint-Brieuc Agglomération : 2 212 500€ (25%)
- Région Bretagne : 1 770 000€ (20%)
- CPER : 885 000€ (10%)
- FEDER : 885 000€ (10%)

Toutefois, à ce jour, les financements attendus de la part de la Région, du FEDER et du CPER restent à confirmer, soit un total de 3,5 millions d'euros.

Contexte réglementaire :

Le présent projet relève de procédures réglementaires à plusieurs titres, et notamment :

- Au titre du code de l'environnement : une étude d'impact au titre (articles L.122-1 à L.122-3-5 et R.122-1 à R.122-16 du Code de l'Environnement), une autorisation au titre de la loi sur l'eau (articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement) et une dérogation pour dérangement des espèces protégées ;
- Au titre du code des transports : une instruction administrative (anciennement instruction administrative au titre du code des ports), un avis de la commission nautique locale et

potentiellement de la grande commission nautique. Ces procédures se font à la diligence de l'autorité portuaire du port de commerce, à savoir le Conseil départemental :

- Au titre du code du patrimoine, un avis de la commission des sites et de l'Architecte des Bâtiments de France

En outre, le projet est situé dans la partie marine du zonage du plan local d'urbanisme de Saint-Brieuc. Les dispositions locales permettent la réalisation du quai et du terre-plein, mais il est nécessaire de réaliser une déclaration de projet portant mise en compatibilité du projet avec le document d'urbanisme local de la commune de Saint-Brieuc pour réaliser l'infrastructure et les bâtiments. Au titre de l'urbanisme également, le projet devra obtenir un permis d'aménager.

Ce projet est réglementairement soumis à enquête publique dans le cadre des différentes procédures, tant au titre du code de l'environnement que du code de l'urbanisme. Les enquêtes seront menées de manière conjointe par le Syndicat mixte du Grand Légué, comme la réglementation le permet.

En surplomb de ces procédures réglementaires, le projet s'inscrit dans un contexte législatif très particulier avec la loi portant nouvelle organisation du territoire de la République (loi NOTRe) qui remet en jeu la compétence portuaire des départements. Pour mémoire, chaque niveau de collectivité (commune, EPCI, département et Région) peut faire acte de candidature pour devenir propriétaire des ports qui sont actuellement départementaux, dont le port de Saint-Brieuc Le Légué. Les candidatures doivent être adressées au Préfet de Région pour le 31 mars 2016. Dans ce cadre, le Syndicat Mixte du Légué devra candidater s'il veut conserver sa compétence sur le port de plaisance.

Le projet de 4ème quai est techniquement prêt. Toutefois, le contexte actuel, tant sur le volet financier du projet que sur le calendrier d'application de la loi NOTRe, nous conduit à mesurer la portée de nos engagements tout en n'obérant pas le calendrier de réalisation du projet au regard à la fois des attentes des opérateurs et des perspectives du projet éolien en baie de Saint-Brieuc.

La démarche qui vous est proposée est de poursuivre les phases techniques d'instruction, mais de s'interroger sur l'engagement ou non des phases plus exposées (concertation avec le public et enquête publique) dans l'attente du bouclage du plan de financement et d'une décision sur la gouvernance du port.

Il faut noter toutefois que le report de la concertation publique prévue en début d'année et de l'enquête publique prévue à partir du mois de juillet (sous réserve de l'instruction par l'État du dossier d'enquête publique) pourrait décaler le calendrier de réalisation de l'aménagement.

Aussi je vous propose :

De prononcer l'approbation technique du projet ;

D'autoriser M. le Président du syndicat mixte à conduire les différentes procédures réglementaires et à solliciter M. le Préfet des Côtes d'Armor et les différentes autorités ou commissions pour, notamment :


- les procédures au titre du code de l'environnement (étude d'impact, autorisation loi sur l'eau et dérogation pour dérangement des espèces protégées) ;
- les procédures au titre du code du patrimoine (commission des sites et avis de l'Architecte des Bâtiments de France)

D'autoriser M. le Président du syndicat mixte à engager une déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet de 4ème quai au port de Saint-Brieuc Le Légué avec mise en compatibilité du document d'urbanisme, conformément aux dispositions de l'article L 123-14 du code de l'urbanisme, et à déposer un permis d'aménager ;

D'autoriser M. le Président à solliciter le Département, autorité portuaire, pour lui demander d'engager la procédure d'instruction administrative au titre du code des transports.

D'autoriser M. le Président du syndicat mixte à signer tout acte lié au déroulement des procédures et instructions nécessaires au projet de 4ème quai et à prendre tout acte visant à l'organisation et à la conduire des procédures et instructions relatives au projet de 4ème quai.

De vous prononcer sur l'engagement des phases publiques (présentation du projet au public et enquête publique) en précisant les modalités de mise en œuvre (réunions publiques, expositions, information dans les journaux,...).



M. Alain CADEC

Président du Syndicat mixte du Grand Légué

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE

Comité syndical du 20 novembre 2015

Rapport n°IV-002

Assurance des risques statutaires

Le syndicat mixte du Grand Légué s'est affilié à titre volontaire aux missions facultatives offertes par le Centre de Gestion des Côtes d'Armor.

Le Centre de gestion a engagé une consultation pour renouveler le contrat d'assurance groupe garantissant les risques financiers encourus à l'égard du personnel en cas de maladie, de décès, d'invalidité, de maternité, d'incapacité et d'accidents imputables ou non au service.

Le marché a été attribué par le Centre de gestion au courtier SOFCAP et à la Compagnie d'Assurance CNP. Le taux de cotisation d'assurance a été négocié à 6.50% pour les agents CNRACL et 1.40% pour les agents IRCANTEC.

A ce jour, le Syndicat mixte n'a pas souscrit à une assurance pour les risques statutaires. L'unique agent employé par le Syndicat mixte du Grand Légué (et le Syndicat mixte de Saint Quay Port d'Armor) est affilié à la CNRACL depuis septembre 2014 et ses absences liées à la maladie ne sont pas prises en charge par la Caisse nationale d'Assurance Maladie.

Il vous est proposé de vous prononcer sur l'affiliation à l'assurance couvrant les risques statutaires auprès du titulaire du marché souscrit par le Centre de gestion.

La prime d'assurance annuelle serait maximum de 1340€ (taux de cotisation + frais de gestion du Centre de gestion de 0.30% sur la base des salaires 2014).

Cette prime présente un intérêt dès lors que l'agent est absent pour maladie et remplacé sur une période d'au moins 9 jours au delà du délai de carence de 15 jours pour les maladies simples et sans délai de carence s'il est absent pour une maladie longue ou maternité. Le Syndicat mixte peut également décider de s'autoassurer.

En conséquence, je vous propose, de **vous prononcer sur cette affiliation à l'assurance couvrant les risques statutaires auprès du titulaire du marché souscrit par le Centre de gestion.**

Le Président du syndicat mixte



M. Alain CADEC

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE

Comité syndical du 20 novembre 2015

Rapport n°IV-003

INDEMNITE DE CONSEIL ALLOUEE AU COMPTABLE PUBLIC

L'arrêté ministériel du 16 décembre 1983 permet aux collectivités territoriales qui le souhaitent de demander au receveur syndical des conseils et une assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable et la présence lors des conseils.

Selon cet arrêté, l'accomplissement par le receveur syndical de ces prestations de conseil et d'assistance et de participation aux conseils dont la nature et l'importance sont à déterminer par le Conseil Syndical lui donne droit à l'attribution d'une indemnité de conseil dont le taux doit être fixé par l'assemblée en fonction des tâches demandées.

Elle est valable, au choix du Conseil, soit pour la durée du mandat du Conseil (sauf suppression ou modification par une nouvelle délibération ou changement de receveur), soit pour l'année en cours.

Le Conseil ayant renouvelé ses membres cette année, il convient de se prononcer sur l'attribution de ces indemnités et d'en déterminer le taux.

Le calcul est effectué en application du tarif déterminé à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et son montant sera automatiquement réactualisé pour les années ultérieures, selon le mécanisme précisé à l'article susvisé ;

Si la prime est attribuée, les crédits budgétaires seront inscrits au compte 6225 « Indemnités au comptable et aux régisseurs » du budget primitif 2015 du Syndicat Mixte du Grand Légué.

Cette délibération a pour objet de fixer un taux (de 0% à 100%) pour l'indemnité de Conseil qui sera versée chaque année au Receveur syndical et qui sera calculée sur les montants réels des dépenses auxquels sont appliqués des pourcentages par plafonds prévus par le texte officiel.

Aussi je vous propose :

De vous prononcer sur l'attribution de cette indemnité en déterminant un taux allant de 0% à 100%.

Le Président du Syndicat mixte



M. Alain CADEC

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE

Comité syndical du 20 novembre 2015

Rapport n°IV-004

Élaboration d'un Document Unique

Conformément au Décret n°85-603 relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale et conformément à l'article L4121-3 Code du Travail :

« L'employeur, compte tenu de la nature des activités de l'établissement, évalue les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, y compris dans le choix des procédés de fabrication, des équipements de travail, des substances ou préparations chimiques, dans l'aménagement ou le réaménagement des lieux de travail ou des installations et dans la définition des postes de travail. Cette évaluation des risques tient compte de l'impact différencié de l'exposition au risque en fonction du sexe.

A la suite de cette évaluation, l'employeur met en œuvre les actions de prévention ainsi que les méthodes de travail et de production garantissant un meilleur niveau de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs. Il intègre ces actions et ces méthodes dans l'ensemble des activités de l'établissement et à tous les niveaux de l'encadrement. »

La première étape de cette démarche consiste à évaluer les risques professionnels (E.V.R.P.) et à transcrire les résultats dans un Document Unique (D.U.).

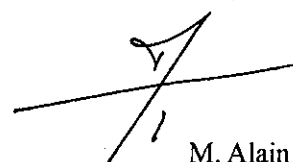
Pour ce faire, la collectivité peut s'adjoindre les services de prestataires externes, notamment le Centre de gestion des collectivités territoriales des Côtes d'Armor.

Le montant du remboursement des missions effectuées par le centre de gestion dans l'élaboration du Document unique est de 62€ par heure. L'accompagnement est constitué d'une réunion d'initiation, d'une visite sur site et d'une réunion de restitution. Le temps consacré à la mission a été estimé à 3 heures. Ce qui représente un forfait de 186€.

En conséquence, je vous propose, de m'autoriser à :

- **entrer** dans la démarche de prévention
- **solliciter** la mise à disposition du personnel du Centre de Gestion pour l'évaluation des risques professionnels et la réalisation du document unique.

Le Président du syndicat mixte



M. Alain CADEC

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE

Comité syndical du 20 novembre 2015

Rapport n°IV-005

Paiement des dépenses d'investissement en début d'exercice 2016

Afin de permettre à une collectivité de fonctionner si son budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'année précédente, le code général des collectivités territoriales et notamment son article L1612-1, permet à l'exécutif de la collectivité territoriale, sur autorisation de l'organe délibérant, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les crédits correspondants doivent ensuite être inscrits au budget lors de son adoption.

Les dépenses d'investissement prévues au Budget primitif 2015 et les montants représentant le quart des dépenses sont repris dans le tableau ci dessous.

Chap./art.	Budget 2014	1/4 du budget montant
20-2031 Frais d'Études	274 800,00 €	68 700,00 €
total	274 800,00 €	68 700,75 €

En conséquence, je vous propose :

de m'autoriser, dans l'attente du vote du budget 2016, à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du ¼ des crédits ouverts au budget de l'exercice 2015, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le Président du syndicat mixte



M. Alain CADEC

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE

Comité syndical du 20 novembre 2015

Rapport n°IV-006

Versement anticipé des subventions d'investissement sur l'exercice 2015

La section d'investissement du budget 2015 du Syndicat mixte du Grand Légué est constitué des dépenses relatives aux études pour la réalisation d'un 4ème Quai de Commerce dans l'avant-port.

Les recettes prévues pour 2015 sont constituées des subventions du FEDER (remboursement de 50 % du coût des études géotechniques pour le 4ème quai dans le cadre du projet FLIP) et du Conseil Régional. Les dates de versement de ces subventions ne sont pas encore définies.


L'échéancier des factures liées aux études du 4ème quai prévoit des paiements au mois de janvier et février. Or le Département des Côtes d'Armor votera son budget primitif 2016 au mois de mars prochain.

Aussi, afin d'éviter un décalage dans le paiement des dépenses d'investissement en début d'exercice 2016 pour le syndicat mixte, il est proposé de solliciter du Département un deuxième acompte (le premier étant intervenu en 2014). Pour information, les sommes sont déjà inscrites au Budget primitif 2015 du Conseil départemental.

Selon les règles de comptabilité publique, il n'est pas nécessaire pour le syndicat mixte de recourir à une décision modificative pour les recettes d'investissement.

Aussi je vous propose de **m'autoriser à solliciter** auprès du Département le versement anticipé d'un deuxième acompte.

Le Président du syndicat mixte



M. Alain CADEC

